

27 SEP. 2023



République Française
Département de Côtes d'Armor

COMMUNE D'ERQUY

- :- :-

DELEGATION GENERALE DU MAIRE

- :- :-

REPRISE D'ALIGNEMENT - rue de Bellevent
Parcelle Section C n° 2402

- :- :-

DECISION DU MAIRE N° 2023-024

- :- :-

Le Maire de la Commune d'Erquy,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-22 10° et L. 2122-23,

Vu le Code de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.1 et L.2222-1 à L.2222-5,

Vu la délibération du Conseil municipal N°2 du 10 septembre 2020, visée en sous-préfecture de Saint Briec le 14 septembre 2020, consentant à Monsieur Henri LABBE, Maire de la Commune de Erquy, pour la durée totale de son mandat, une délégation générale pour effectuer, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, divers actes d'administration, et notamment la matière n°14 concernant la reprise d'alignement,

Vu l'accord de la SCI VALIMMO représentée par Prosper DUTEMPLE du 10 juillet 2023,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme, Patrimoine, Environnement en date du 14.09.2023,

Considérant l'acquisition d'un délaissé de voirie (emprises en bordure de route devant des propriétés privées issues du domaine public) et de régulariser une situation foncière,

D E C I D E :

Article 1 : d'acquérir la parcelle C n°2402 d'une surface mesurée de 13 m² à savoir un délaissé de voirie à l'euro symbolique pour reprise d'alignement ;

Article 2 : de valider les frais d'acte à la charge de la commune pour la partie qui lui incombe ;

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique à intervenir comme à poursuivre l'exécution de la présente décision ;

Article 4 : de mandater le Centre de Gestion des Côtes d'Armor - 1 Rue Pierre et Marie Curie BP 417 - 22194 Plérin Cedex - pour suivre la transaction ;

Article 5 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à intégrer la parcelle C n°2402 dans le domaine public communal.

Article 6 : La présente décision du Maire peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Rennes 3 Contour de la Motte, 35044 Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Il peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

Publié et affiché conformément à l'article L.2122-29 du Code général des collectivités territoriales,
Certifié conforme,

A Erquy, le 20 septembre 2023
Certifié exécutoire,

Le Maire

Henri LABBÉ

